Qui est Sadık Ahmet ?

Le parcours d'un nationaliste turc en Grèce

Who is Sadık Ahmet? The route of a Turkish nationalist in Greece

Samim Akgönül

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/456>

DOI : 10.4000/balkanologie.456

ISSN : 1965-0582

Éditeur

Association française d'études sur les Balkans (Afebalk)

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2002

Pagination : 213-227

ISSN : 1279-7952

Référence électronique

Samim Akgönül, « Qui est Sadık Ahmet ? », *Balkanologie* [En ligne], Vol. VI, n° 1-2 | 2002, mis en ligne le 04 février 2009, consulté le 17 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/456> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/balkanologie.456>

OUI EST SADIK AHMET ? LE PARCOURS D'UN NATIONALISTE TURC EN GRÈCE

*Samim Akgönül**

INTRODUCTION

Un des multiples problèmes qui subsistent dans les rapports gréco-turcs malgré l'assouplissement de ces relations depuis quelques années est celui des minorités réciproques. Il est vrai que ce problème, plutôt cette série de problèmes, est très souvent occultée en faveur d'autres différends plus médiatiques, comme Chypre ou le conflit égéen. Pourtant il s'agit là du différend le plus ancien, le plus constant et le plus complexe de tous les aspects du conflit gréco-turc. En effet, depuis janvier 1923, où la minorité grecque-orthodoxe d'Istanbul (ainsi que d'Imbros et de Ténédos) et la minorité musulmane de Thrace occidentale ont été exemptées de l'échange obligatoire décidé à Lausanne, les deux pays s'accusent mutuellement de maltraiter les minorités réciproques tout en continuant de soupçonner ces mêmes minorités de prêter allégeance à leur mère-patrie. C'est dans ces conditions qu'il est difficile d'analyser un quelconque aspect de ces minorités sans prendre en compte des interactions triangulaires, c'est-à-dire la minorité, le pays de résidence, et la mère-patrie.

Tous les groupes ont construit leur histoire et leurs personnages historiques, autrement dit leur mythologie. Cette mythologie contient forcément des faits réels, des faits déformés, des faits imaginaires, des rumeurs, de la tradition orale, un peu de manichéisme, un peu de romantisme, une dose de littérature, une autre de démagogie et enfin des acteurs, les fondateurs et autres héros. Les Turco-musulmans de Grèce n'échappent pas à cette règle. C'est surtout depuis ces dix dernières années, avec l'éveil des nationalismes balka-

* Chercheur associé au Laboratoire « Cultures et Sociétés en Europe » (CNRS Strasbourg UMR 7043), Centre de Recherche sur l'Asie Intérieure, le monde Turc et l'espace Ottoman - CeRATO - Programme Eurasie(s). Chargé de cours à l'Université Marc Bloch de Strasbourg.

niques et la résurgence des questions minoritaires, que les Turcs de Grèce se sont dotés également d'une mythologie respectant toutes les règles du genre. La place de Sadık Ahmet est particulière dans cette mythologie. Personnage complexe, héros pour certains, opportuniste pour d'autres, leader sans conteste pour les uns, manipulé pour les autres, il ne laisse pas indifférent. Et parfois le hasard donne un coup de pouce à la création d'un héros. Sa mort dans des circonstances certes anodines (accident de voiture), mais à un moment où il était à l'apogée de sa popularité, a contribué au renforcement d'un mythe. En raison de cette mythification, l'analyse du parcours et de la personnalité de ce personnage public est brouillée. Nous allons simplement essayer de tracer les grandes lignes de son action pour entrevoir la signification de ce personnage pour la minorité, qui fut plus qu'un homme politique, un phénomène de société.

LE PARCOURS CLASSIQUE D'UN TURC DE GRÈCE

Sadık Ahmet est né en 1947 dans le village de *Küçük Sirkeli* près de Komotini. En 1966, après des études primaires dans son village et des études secondaires au lycée de Celai Bayar à Komotini¹, il part en Turquie, comme la plupart des jeunes de la minorité, pour une première année de médecine à l'Université d'Ankara. En ces temps-là, où l'enseignement minoritaire secondaire est embryonnaire et très faible en Thrace occidentale, il est quasiment impossible pour un jeune minoritaire de réussir le concours d'entrée aux universités grecques. Alors, le peu de jeunes qui veulent continuer leurs études supérieures (la société turque de Grèce étant majoritairement agricole, même les études secondaires étaient rares dans les années 1960) n'ont d'autre choix que de concourir en Turquie en tant que ressortissants étrangers et de transférer ensuite leur inscription dans une université grecque. C'est ce que fait Sadık Ahmet également. En 1967 il fait transférer son inscription à la faculté de médecine de Thessalonique d'où il sort médecin généraliste en 1974. Après un service militaire de trente-quatre mois dans l'armée grecque, il remplit son obligation de pratiquer une année dans le centre de la Grèce (en Grèce, comme en Turquie, les médecins doivent pratiquer un an à l'endroit où l'Etat les affecte). Il est utile d'attirer l'attention sur la période à laquelle il aborde sa vie d'adulte. Son service militaire de près de trois ans est effectué au moment où les rela-

¹ La Minorité possède deux collèges-lycées, un à Xanthi, fondé en 1965 par un particulier appelé Muzaffer Salin, et l'autre à Komotini, inauguré en 1952 à l'occasion de la visite du Président turc Celal Bayar dans le cadre du rapprochement gréco-turc des années 1950. Tout au long des années 1960, il s'agissait de l'institution phare de la minorité. A partir de 1967 l'école tombe en désuétude pour des raisons évidentes liées à la junte des colonels.

tions gréco-turques ont atteint leur paroxysme à cause du conflit chypriote. Il ne faut pas oublier que les nationalistes turcs de Thrace comparent volontiers leur situation à celle des Turcs de Chypre et les nationalistes grecs montrent volontiers l'exemple chypriote pour dénoncer les visées turques en Thrace. Il est plus que probable que c'est dans cette atmosphère de tension extrême entre les deux nations (des propagandes populistes et nationalistes vont bon train dans les deux pays pour fustiger l'ennemi) que Sadık Ahmet a eu conscience de son identité difficile, sans pour autant s'engager dans une démarche revendicatrice.

Ce n'est qu'au début des années 1980 que son engagement se précise. En effet, non seulement la conjoncture est favorable en raison d'un réveil de la conscience minoritaire chez les Turcs de Thrace, mais, de plus, il rencontre des difficultés dans sa vie privée. En 1978, il revient en Thrace et se spécialise en tant que chirurgien. À la fin de sa spécialisation, en 1984, il pose sa candidature à l'hôpital de Thessalonique, mais elle est écartée. C'est à partir de cette date que commence son engagement politique. Ses détracteurs lui ont souvent reproché de ne s'engager dans les affaires de la minorité qu'à partir de ce moment, par dépit, parce qu'il n'avait rien d'autre à faire, doutant donc de sa sincérité.

UN ENGAGEMENT POLITIQUE OPPORTUNISTE

A partir de 1985, suite au refus de l'hôpital de Thessalonique de lui accorder un poste vacant alors qu'il est le seul candidat, Sadık Ahmet commence à se faire connaître dans le cercle étroit des leaders et des politiciens de la minorité. La première action publique qui le place sous la lumière des polémiques est l'affaire des pétitions. Rétrospectivement, on peut dire que c'est cette action qui marque le point de départ des revendications concrètes des minoritaires et le début de l'internationalisation du problème.

Dès le début des années 1980, une fois acquis une relative aisance économique, les Turcs de Grèce qui avaient émigré en Allemagne, comme d'autres Turcs et d'autres Grecs, commencent à s'organiser². En 1985, les associations des Turcs de Thrace occidentale en Allemagne intensifient leurs activités. Parmi celles qui visent à se faire entendre par l'opinion publique européenne, figure l'idée d'une pétition sous forme d'un texte énumérant les problèmes de la minorité. Selon les responsables de ces associations évoluant dans un milieu occidental, le seul moyen d'obtenir des concessions d'Athènes est d'utiliser une

² Akgönül (Samim), « Les musulmans de Thrace en émigration », *Mésogeios*, (3), 1999, pp. 31-49.

pression européenne dans le cadre du processus de l'harmonisation européenne. La Grèce ne fait partie de l'Europe que depuis quelques années et la Turquie est non seulement loin, mais, de plus, à peine sortie d'une période de dictature militaire. En juillet 1985, l'association de Düsseldorf est chargée de diriger cette opération informe les dirigeants de la minorité. Après la publication de l'appel par le journal minoritaire *Trakya'nın Sesi*³, "le conseil supérieur de la minorité" se réunit et prend la décision de lancer la pétition, mais le sujet ne revient plus à l'ordre du jour et le texte sous lequel les signatures doivent être recueillies n'est pas rédigé. La raison de ce revirement d'attitude est l'opposition de Hasan Hatipoğlu, propriétaire du journal *Akm* et membre éminent de l'élite minoritaire. D'après lui, cette action peut nuire à la Grèce et donc à la minorité⁶. En septembre 1985, Sadık Ahmet, qui vient d'être refusé par l'hôpital de Thessalonique et occupe le poste de secrétaire de l'Association des Diplômés d'Université de la Minorité de Thrace Occidentale⁷, a déjà commencé à rassembler des signatures sur une feuille blanche dans les villages où il se rend pour pratiquer des circoncisions⁸. La période coïncide avec la campagne hardie menée contre la nomination de Cemali Meço comme *mufti* par intérim à Komotini⁹. Les adversaires de Sadık Ahmet l'accusent d'utiliser cette division dans la minorité pour servir ses propres ambitions. On affirme qu'il déclare dans les villages favorables à Cemali Meço qu'il rassemble des signatures pour lui, et dans les villages adversaires de dire que c'est contre lui¹⁰. Sadık accélère la pétition après un court séjour en Allemagne au début de 1986. Cette visite prouve la nature non fondée des accusations portées contre ses intentions,

³ *Trakya'nın Sesi*, 22 août 1985.

⁴ Ce conseil, fondé au début des années 1980, comprend, outre les deux *muftis*, les députés et les anciens députés de la minorité, les responsables des associations, les anciens responsables d'associations, une partie des journalistes, les maires musulmans des villages, les membres des conseils municipaux, ainsi que d'autres notables.

⁵ *Gerçek*, 21 septembre 1985.

⁶ *Akm*, 31 décembre 1985, « İmza mı toplanıyor ? Dikkatli olalım » (On fait une pétition ? Soyons prudents).

⁷ Cette association, fondée en 1982, tente de regrouper les érudits de la minorité pour préparer les actions revendicatrices. Elle est très engagée politiquement et les personnalités qui la dominent ont toutes fait des carrières politiques, à l'instar de Sadık Ahmet et d'Ismail Rodoplu.

⁸ **Oran (Baskın)**, *Türk Yunan İlişkilerinde Batı Trakya Sorunu*, İstanbul : Bilgi, 1991, p. 197.

⁹ Il existe toujours une polémique entre les autorités grecques et les élites minoritaires sur la question de la nomination / élection des *muftis*. Cemali Meço est accusé par les notables de la minorité d'être à la solde d'Athènes. Pour plus de détails à ce propos voir **Akgönül (Samim)**, « Religious Institutions of the Muslim Minority of Greece », in Wasif (Shadid A), van Koningsveld (P.S.), éds., *Religious Freedom and the Neutrality of the State : The position of Islam in the European Union*, Leuven : Peeters, 2002, pp. 145-157.

¹⁰ Dans son journal éphémère *Balkan*, Sadık Ahmet a toujours refusé cette accusation apportée par Ömeroglu Aydın (**Ömeroglu (Aydın)**, *Batı Trakya Türkleri ve Gerçek*, İstanbul : Avcı Ofset, 1994, p. 144).

¹¹ *Gerçek*, 19 mars 1987.

mais le problème est qu'il opère toujours individuellement¹¹. Dans le courant de 1986, il décide de préparer un texte à faire figurer en tête des signatures, mais, jugé trop sévère, il n'est pas approuvé par l'Association des Diplômés d'Université¹².

Sadık Ahmet est arrêté pour un contrôle de routine le 9 août 1986 sur la route, de retour d'Alexandropolis où il a opéré une circoncision. Lors de la fouille de sa voiture, les gendarmes trouvent un texte intitulé : *Yunanistan Cumhuriyeti Smırlan İçinde Yaşayan Batı Trakya Türk-Müslüman Azınlığının Şikayetleri ve İstekleri* (Les plaintes et les volontés de la minorité turco-musulmane vivant dans les frontières de la République de la Grèce) sur lequel figurent 1 300 signatures¹³. La préfecture d'Evros porte plainte contre diffusion de fausses nouvelles et utilisation de fausses signatures¹⁴. Après sa déposition, il est libéré et son procès est reporté à une date non précisée. Suite à cette arrestation, Sadık Ahmet, voyant que le comité de direction de l'Association de Diplômés D'université ne le soutient pas, démissionne de son poste de secrétaire¹⁵. À partir de ce moment, soutenu par le journal *Gerçek* d'İsmail Rodoplu, il commence à créer des slogans afin de « faire connaître au monde les pressions de la Grèce »¹⁶. Ces slogans vont lui servir durant toute sa carrière politique. Dans ce cadre, opérant toujours seul, il se rend à Thessalonique pour distribuer la traduction en anglais de son texte (*Grievances and Requests of Turkish-Moslem Minority Living in Western Thrace*) à la Conférence des Droits de l'Homme et de la Démocratie du Conseil de l'Europe. Il est expulsé de la salle par les forces de l'ordre. À la suite de cet événement, le procureur d'Evros fixe la date du procès de Sadık Ahmet au 28 janvier 1988, mais le reporte ensuite au 21 avril.

Entre-temps, les événements du 29 janvier 1988 attristent et divisent la minorité. La grande marche de protestation des Turcs de Grèce fait désormais partie de la mythologie nationaliste minoritaire : le 2 octobre 1987, la cour de cassation grecque confirme la décision de 1984 qui dissolvait les associations dont l'intitulé comporte le nom "turc". Le 4 janvier 1988, la Haute Cour, à son tour, ratifie les décisions précédentes. Cette décision intervient au moment où est lancé "l'esprit de Davos" entre la Grèce et la Turquie, sous l'impulsion de Turgut Özal et Andréas Papandréou, et Özal ne veut pas que les Turcs de Thrace sabotent le processus. Le désintérêt d'Ankara joue un rôle catalyseur et les notables de la minorité (dont Sadık Ahmet, mais dans un rôle discret) prennent

¹² *Gerçek*, 25 août 1986.

¹³ **Oran (Baskın)**, *op. cit.*, p. 198.

¹⁴ *Gerçek*, 18 août 1986.

¹⁵ **Oran (Baskın)**, *op. cit.*, p. 197. L'auteur cite pour le texte de démission : *Akm*, 14 novembre 1987.

¹⁶ *Gerçek*, 7 avril 1987.

une série de mesures allant du boycott des écoles à la menace de porter l'affaire devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme. C'est à cette occasion qu'est organisée une grande manifestation dans les villes de Thrace occidentale. La marche du 29 janvier est le premier véritable mouvement de masse de la minorité.

À cause de la tension résultant de ces événements, le procès de Sadık Ahmet est transféré à Thessalonique, puis renvoyé d'abord au 27 mai 1988 et ensuite au 22 juin 1988. À l'issue de ce procès, le 24 juin, Sadık Ahmet est condamné à trente mois de prison et à 100 000 drachmes d'amende, pour avoir diffusé de fausses nouvelles et utilisé de fausses signatures ; au même procès, un certain Vacip Kanarya, accusé de l'avoir aidé, est condamné à quinze mois de prison et à 50 000 drachmes d'amende¹⁷. Les deux condamnés font appel de la décision et sont libérés. Le procès d'appel est fixé au 20 décembre.

SADIK AHMET INCARNATION DE LA MINORITÉ TURQUE DE GRÈCE

Ces procès sont qualifiés dès le début de l'affaire comme étant les procès de la minorité. Sadık Ahmet était progressivement présenté, surtout par *Gerçek*, comme un héros national. L'appui de la Turquie est indéniable : dans le nouveau nationalisme d'Özal, les leaders qui exaltent la turcité de la minorité sont bienvenus. D'ailleurs, le rapprochement est visible durant les visites à Athènes du ministre des Affaires étrangères Mesut Yılmaz et du Premier ministre Turgut Özal lui-même, lors desquelles les responsables turcs s'entretiennent avec Rodoplu, Aga et Hatipoğlu, qui sont les créateurs du phénomène Sadık Ahmet.

À la veille du procès d'appel, les propagandes nationalistes s'accélérent. Le 23 novembre, "le Conseil Supérieur de la minorité" se réunit en session extraordinaire et décide que « toute la minorité sera présente au procès de Sadık Ahmet »¹⁸. La Turquie, qui s'intéresse de plus en plus au cas de Sadık Ahmet, participe à l'enthousiasme général. Dans l'Assemblée nationale turque, le problème est porté à l'ordre du jour et les députés décident d'envoyer une délégation au procès d'appel¹⁹. En attendant, *Akm* lance le procès ainsi :

¹⁷ *Gerçek*, 30 juin 1988.

¹⁸ *Akm*, 12 décembre 1988.

¹⁹ Il semblerait que la politique de représailles joua également un rôle dans l'envoi d'une délégation au procès de Sadık Ahmet. Une délégation grecque des organisations de gauche était venue à Ankara pour assister au procès des membres d'une organisation illégale (DEV - SOL). Durant le procès il y avait eu des

Soydaş [se dit des gens de la même race] ! Le procès qui aura lieu le 20 décembre n'est pas le procès du Dr. Sadık Ahmet ! C'est le procès de nos droits, qui ont été bafoués lors des précédents procès, alors qu'ils nous viennent des lois, de la constitution et des traités internationaux. Et c'est le procès des droits de l'Homme. En bref, c'est la condamnation de la turcité des musulmans de Thrace occidentale qui sera analysée le 20 décembre. Le Conseil Supérieur de notre minorité le considère ainsi. Chacun de nos villages doit envoyer sa délégation à Thessalonique le 20 décembre. Notre devise : Un pour tous, tous pour un, nous nous soutenons fortement.

Cet appel produit un grand effet sur la minorité. L'acceptation de ce procès comme « jugement de la minorité »²⁰ par le Conseil Supérieur obtient le même effet. Outre la délégation de parlementaires turcs, la TRT (télévision nationale turque) et 800 membres de la minorité viennent assister au procès. Mais il est, une fois de plus, reporté au 29 novembre 1989.

En attendant le procès, Sadık Ahmet, qui symbolise déjà le courant nationaliste, se lance dans la politique et se déclare candidat aux élections du 18 juin 1989. Dès le printemps 1989, une nouvelle tentative de liste indépendante est lancée²¹. L'idée a déjà été essayée aux élections de 1985, mais s'était soldée par un échec. Selon certains notables de la minorité, dont Sadık Ahmet, les élus de la minorité, faisant partie des partis politiques grecs classiques, ne peuvent servir les intérêts de la minorité, car ils sont noyés dans ces grandes formations. En mai 1989, une liste appelée *Güven* (confiance) est établie à Komotini. Selon cette liste, İsmail Rodoplu, Sabahattin Emin²² et Sadık Ahmet sont les candidats indépendants aux élections du 18 juin. La liste est lancée par Rodoplu dans son journal *Gerçek* en ces termes²³ :

O ! électeur turc de Thrace occidentale. Fais confiance aux candidats de la liste de *Güven*, qui sont sortis de ton sein. Il se peut qu'il y ait des gens hors de *Güven* qui te menacent ou qui abusent de toi avec des promesses mirifiques. Mais tu as vu beaucoup de menaces, écoute ta conscience et vote pour *Güven* à qui tu peux faire confiance. Personne ne peut te priver de ce droit.

Tout le monde semble soutenir l'idée de candidats indépendants sauf peut-être Abdülhalim Dede de *Trakya'nın* (bonheur) à Xanthi, le Conseil Supérieur de la minorité a achevé son oeuvre. Il est vrai qu'à la veille des élections, Athènes est embarrassée. Non seulement il serait difficile de contrôler les députés indépendants mais ils risquent en plus de s'emparer des voix des

provocations et les Grecs avaient été arrêtés. Ils furent libérés suite à l'intervention du maire d'Athènes, Miltiadis Evert. Dans le même esprit, le Parti de la Mère Patrie (*Anavatan Partisi/ANAP*) qui était au pouvoir, décida de faire envoyer cette délégation au procès de Sadık Ahmet. Ömeroglu (Aydn), *op. cit.*, p. 176.

²⁰ Ömeioglu (Aydn), *op. cit.*, pp. 172-173

²¹ *İleri*, 28 avril 1989.

²² Avocat, compagnon de route de Hasan Hatipoğlu d'*Akm* ; mais il va vite abandonner le courant.

²³ *Gerçek*, 23 mai 1989.

grands partis et donc de changer la configuration de la *Vouli*. Ainsi, plusieurs mesures douteuses sont prises pour empêcher les Turcs de Thrace occidentale vivant en Turquie de venir voter en faveur des indépendants²⁴. Néanmoins, les voix obtenues par les listes indépendantes sont spectaculaires²⁵. Il faut toutefois signaler que ce ne sont ni les candidats ni les listes qui mobilisent le peuple, mais Sadık Ahmet lui-même. Sa propagande avant les élections, les procès qualifiés de « jugements de la minorité » et son activité professionnelle²⁶ se sont conjugués pour réunir les quelque 22 000 voix qui représentent un record en Thrace occidentale. Mis à part le cas particulier de Sadık Ahmet, nous pouvons dire que la tentative des listes indépendantes s'est plutôt soldée par un échec. À Komotini, un seul député est élu (Sadık Ahmet), et à Xanthi la minorité est privée de représentant à l'Assemblée.

À la veille des élections du 5 novembre, Athènes prend les mêmes précautions, y compris la fermeture de la frontière pour cause de grève²⁷. Mais l'événement principal est l'annulation de la candidature de Sadık Ahmet pour cause de vice de forme. Il a oublié de préciser qu'il ne posait pas sa candidature dans une autre région de la Grèce au sein d'un autre parti²⁸. Malgré l'appel de la décision et les nombreuses protestations, il ne peut être candidat. En conséquence, Sadık Ahmet appelle la minorité à voter pour le seul candidat de *Güven*, c'est-à-dire İsmail Rodoplu. À l'issue des ces élections, İsmail Rodoplu est élu député indépendant à Komotini. Une fois de plus, les musulmans de Xanthi sont privés de député.

L'année 1990 commence dans une grande agitation en Thrace occidentale. Suite à la condamnation de Sadık Ahmet, le "Conseil Supérieur de la minorité" décide de mesures de protestation et, entre autres, une marche commémorative le 29 janvier 1990 à l'occasion du deuxième anniversaire de la manifestation de 1988. La veille de la marche, les radios locales diffusent des nouvelles provocatrices et amplifient l'atmosphère tendue dans la région. Ainsi, le 29 janvier, des incidents éclatent et violences et saccages des commerces turcs se déroulent le soir. La presse minoritaire traite le sujet d'une façon passionnée.

²⁴ Pour les détails de ces mesures voir **Akgönöl (Samim)**, *Une communauté, deux États : la minorité turco-musulmane de Thrace occidentale*, Istanbul : Isis, 1999, p. 111.

²⁵ **Ömeroglu (Aydin)**, *op. cit.*, pp. 182-183.

²⁶ Depuis 1985, sa principale occupation est la circoncision. Cette occupation, qui peut prêter à sourire, a une importance capitale pour comprendre le phénomène de Sadık Ahmet. La circoncision, pour le peuple turc, est un acte de la plus grande importance. Non seulement elle symbolise le passage de l'enfance à l'adolescence, mais c'est aussi une occasion formidable pour organiser des fêtes dans les villages. Ainsi Sadık Ahmet se promène de village en village, en liant des contacts avec les notables des milieux ruraux. De plus, cette occupation lui permet de subvenir à ses besoins tout en continuant à servir ses ambitions politiques.

²⁷ *Helsinki Watch Report*, 1990, pp. 29-30 ; **Oran (Baskin)**, *op. cit.*, pp. 205-206.

²⁸ *Trakya'nın Sesi*, 26 octobre 1989.

Peu de temps auparavant, Sadık Ahmet et Ibrahim Serif, le deuxième condamné, sont arrêtés. L'accusation porte sur l'utilisation du mot « turc » durant la campagne électorale. Deux accusations se conjuguent : d'une part, celle de diffuser de fausses informations en déclarant que la N.D.²⁹, le P.A.S.O.K.³⁰ et Sinaspismos³¹ créent une atmosphère d'anarchie et de terreur et, d'autre part, celle d'inciter le peuple à la violence et de créer des divisions dans la société par l'utilisation du mot « turc » lors de la campagne électorale. Le procès du 25 janvier est encore annoncé comme le jugement de la turcité par Gerçek³². À l'issue du procès, Sadık Ahmet et Ibrahim Serif sont condamnés à 18 mois de prison et 3 ans de privation de leurs droits civiques. Ce jugement et le déroulement du procès sont certainement l'une des causes des événements du 29 janvier 1990.

En se préparant aux élections anticipées du 8 avril 1990 (il est évident que la Grèce elle-même est en train de traverser une crise d'instabilité politique ; les élections successives sont décisives à la naissance politique de Sadık Ahmet), la minorité est privée de son "leader naturel". Il faut à tout prix sortir Sadık Ahmet de prison. La Turquie décide d'utiliser les grands moyens ; outre la délégation parlementaire turque, une délégation des Verts allemands vient assister au procès d'appel du 30 mars 1990 à Patras. Avant le procès, la démarche du 5 mars d'Andréas Politakis, le président du prix Abdi İpekçi, auprès du Premier ministre Zolotas est décisive³³. À l'issue du procès, les peines sont diminuées à quinze mois pour Sadık Ahmet et à dix mois pour Ibrahim Serif ; qui plus est, les peines étant avec sursis, ils sont libérés³⁴. Ainsi, une semaine avant les élections, Sadık Ahmet est libre. Les deux listes indépendantes sont établies. L'arrivée d'observateurs étrangers³⁵ pour les élections du 8 avril a certainement empêché les autorités grecques de prendre les mêmes mesures qu'aux élections précédentes³⁶.

Pour sa propre carrière, il a fallu à İsmail Rodoplu soutenir Sadık Ahmet de l'extérieur. À Xanthi, les deux personnages qui se disputaient le titre de leader,

²⁹ *Nea Demokratia* (Nouvelle Démocratie - droite).

³⁰ *Panhellenio Socialistiko Kinema* (Mouvement Panhellénique Socialiste - Parti socialiste).

³¹ Coalition - réformateurs de la gauche communiste.

³² *Gerçek*, 20 janvier 1990, « 25 Ocak'ta Bağımsız Güven Listesinin Davası Görüşülüyor. Türklüğümüz Bir Kez Daha Dava Konusu Yapılıyor » (Le 25 janvier on examine le procès de la liste de *Güven*, notre turcité est encore sujette à un jugement).

³³ *İleri*, 16 mars 1990.

³⁴ Selon un des adversaires acharnés de Sadık Ahmet, Aydın Ömeroglu, ils ont été libérés après avoir « avoué » qu'ils étaient d'origine turque et non pas turcs. Ömeroglu (Aydın), *op.cit.*, p.179. La même accusation est faite par *Trakya'nın Sesi*, 2 avril 1990.

³⁵ Notamment d'Eric Siesby d'*Helsinki Watch Committee* du Danemark et d'Yvo Peeters du même comité de Belgique. *Bati Trakya'nın Sesi*, mars-avril 1990.

³⁶ Sauf en ce qui concerne les votes des soldats. *Milliyet*, 9 avril 1990.

Mehmet Emin Aga et Ahmet Faikoğlu, sont satisfaits : le premier est *mufi*, le second est député. Désormais, les deux députés turcs et indépendants dans l'Assemblée grecque peuvent jouer « le rôle clé »³⁷. D'autant plus qu'à l'échelon national, la ND a pu obtenir 151 des 300 sièges pour pouvoir former le gouvernement.

À la fin de 1990, l'équipe de Sadik Ahmet est au complet. Sadik est le député indépendant de Komotini, Ahmet Faikoğlu celui de Xanthi. Mehmet Emin Aga est élu *mufi* de Xanthi et, finalement, Ibrahim Serif, compagnon de cellule de Sadik Ahmet, celui de Komotini. La seule fausse note est la nouvelle loi d'élection n° 163 proposée le 24 octobre 1990 qui édicte l'obligation d'obtenir au moins 3 % des voix à l'échelon national et ce, même pour les candidats indépendants. C'est-à-dire que pour être représenté à l'assemblée, il faut obtenir au moins 200 000 voix dans tout le pays. Si les petits partis allaient être ainsi écartés, les candidats indépendants de la minorité perdent aussi toute chance d'être élus.

Il faut ici ouvrir une parenthèse concernant la taille de la minorité turcomusulmane de Thrace occidentale. Il n'y a pas de consensus sur le nombre exact de la minorité : selon les sources turques et la presse minoritaire, les chiffres varient entre 120 000 et 150 000. En effet les chiffres avancés diffèrent selon la position qu'on veut défendre. Lorsqu'on veut prouver que la Grèce exerce des pressions et oblige les membres de la minorité à l'émigration, les auteurs utilisent des chiffres se situant autour de 120 000. A l'inverse, lorsqu'il faut démontrer qu'il s'agit là d'une minorité importante qui doit être représentée à la *Vouli* par trois députés et qu'elle doit intervenir dans l'administration locale, les estimations oscillent entre 150 000 et 200 000³⁸. Les autorités grecques utilisent, elles aussi, plusieurs estimations selon l'idée défendue. Lorsqu'il faut prouver qu'il n'y a aucune pression et que la minorité est heureuse, surtout par rapport à la chute spectaculaire du nombre de la minorité grecque de Turquie³⁹, les chiffres avoisinent les 150 000. Quand il faut minimiser l'importance de la minorité, on retrouve le chiffre de 110 000⁴⁰ mais, surtout, la minorité est subdivisée en plusieurs sous-groupes que sont les Turcs,

³⁷ *Hürriyet*, 6 septembre 1990.

³⁸ Dans l'hebdomadaire *Akm*, entre décembre 1990 et septembre 1992, le nombre de la minorité est passé de 120 000 à 170 000. Dans *Gerçek*, pour l'année 1991, en l'espace de cinq mois, on peut voir les chiffres de 130 000, puis 120 000 et, enfin, 170 000. Dans les brochures électorales ces chiffres peuvent monter jusqu'à 250 000.

³⁹ Sur la diminution du nombre des Grecs de Turquie voir **Akgönül (Samim)**, « Les Grecs d'Istanbul », *Mésogeios*, 6, 1999, pp. 64-106.

⁴⁰ *To Vima*, 14 janvier 1993.

les Pomaks et les Gitans⁴¹. Que l'on prenne en compte l'estimation faible ou élevée, le nombre d'électeurs est loin d'assurer l'élection de candidats indépendants avec cette nouvelle loi électorale.

Le projet de loi est accepté en novembre 1990. Malgré l'opposition de tous les partis, les 151 voix de la ND ont suffi. Avec la déclaration de la nouvelle loi, les députés indépendants, les notables qui les ont soutenus et même la Turquie qui s'est montrée hostile aux autres candidats, sont très embarrassés. En effet, durant la campagne électorale, les candidats musulmans des partis politiques ont été qualifiés de « traîtres » et de « vendus ». Maintenant que le seul moyen d'être représenté est d'entrer dans les partis politiques, la situation est très délicate⁴².

Pour sortir de cet embarras, il faut encore utiliser le charisme de Sadık Ahmet. À son initiative, et avec l'appui de l'Association d'Aide Mutuelle des Turcs de Thrace Occidentale à Istanbul, donc de la Turquie, la fondation d'un parti politique de la minorité est décidée⁴³. C'est là que se séparent les voies d'Ahmet Faikoğlu et de Sadık Ahmet. Ahmet Faikoğlu a déjà été député et plusieurs fois candidat du PASOK, il sait que la fondation d'un parti va non seulement priver la minorité de députés à l'Assemblée, mais surtout qu'elle va bloquer sa carrière. Au contraire, Sadık Ahmet a commencé dans la politique en tant que candidat libre et son but est de devenir le leader incontesté de la minorité à l'échelle internationale.

RELATIONS AMBIGUËS AVEC LA TURQUIE

Ainsi, le duel est lancé entre les deux députés. D'autant plus qu'en Turquie l'ANAP a perdu les élections, et la nouvelle cohabitation entre le DYP (*Doğru Yol Partisi* -le parti de la juste voie- de Süleyman Demirel, centre droit) et le SHP (*Sosyalist Halkçı Parti* -le parti socialiste populaire - d'Erdal İnönü, centre gauche) s'intéresse aux affaires de la minorité que Turgut Özal, désormais Président de la République. Dans le combat qui oppose les deux députés, tous les coups sont permis. Sadık Ahmet accuse Ahmet Faikoğlu d'être un espion du

⁴¹ *Kathimerini*, 14 mars 1994.

⁴² *Trakya'nın Sesi*, 1^{er} novembre 1990. « Que va-t-il se passer maintenant ? Ceux qui vont se présenter dans les listes des partis aux élections suivantes seront-ils *des collaborateurs, des vendus, des traîtres*, ou pas ? (...) Allons-nous voter pour ces candidats des partis pour élire des députés ? (...) Si les députés actuels se présentent à nouveau sous les couleurs d'un parti politique, seront-ils *des collaborateurs, des vendus, des traîtres* eux aussi ? ».

⁴³ *Bati Trakya'nın Sesi*, avril 1991, p. 3.

KIP (renseignements généraux grecs)⁴⁴. Il va même jusqu'à le traiter de traître en évoquant ses origines gitanes⁴⁵. De son côté, Ahmet Faikoğlu, qui s'est assuré du soutien d'İsmail Rodoplu et de *Gerçek*, accuse Sadık Ahmet de « collaborer avec les Grecs »⁴⁶. L'opposition des deux députés élus a commencé à irriter Ankara. La presse turque en fait largement écho⁴⁷. Dans cette opposition, Sadık Ahmet perd petit à petit le soutien de la Turquie. Son habitude d'agir seul, qui date de l'affaire des pétitions, l'éloigne de ces soutiens.

Ceux qui se sont opposés aux députés indépendants se réjouissent de cette division. *Trakya'nın Sesi* ne manque pas une occasion de critiquer surtout Sadık Ahmet. Ce dernier, pour justifier son élection, a tendance à déclarer qu'il y a des améliorations. Lorsqu'il déclare cela au Comité des ministres du Conseil de l'Europe, il est traité de traître par ses opposants⁴⁸.

LE DEB : PREMIER PARTI POLITIQUE ETHNIQUE DE GRÈCE

Dans le même temps, les travaux de fondation du parti de la minorité s'accélérent. Les fondateurs du parti ont choisi le nom de *Dostluk, Esitlik ve Barış Partisi* (le parti de l'Amitié, de l'Égalité et de la Paix) ou DEB. La première réunion du parti se tient dans les locaux de l'Association des Jeunes Turcs de Komotini. Sadık Ahmet a écarté tous ceux qui pouvaient le tenir dans l'ombre parmi les fondateurs du parti.

La fondation du parti du DEB, la rivalité entre les deux députés, la perte du soutien de la Turquie, voici les trois facteurs qui mettent Sadık Ahmet dans l'embarras à l'annonce des élections anticipées pour le 10 octobre 1993. Dans le courant de 1993, Antoine Samaras démissionne de la ND de Constantin Mitsotakis, le parti du gouvernement, en critiquant surtout sa politique extérieure. Il fonde son propre parti, « le Printemps politique »⁴⁹, et lance un appel aux députés de la majorité les invitant à démissionner pour permettre de nouvelles élections. Suite à la démission de quatre députés qui ont écouté cet appel, Mitsotakis, qui perd la majorité à l'Assemblée, demande au Président de la République d'annoncer les élections anticipées. C'est chose faite le 10 octobre. Cette annonce, inattendue, oblige les leaders divisés de la minorité à agir

⁴⁴ *Trakya'nın Sesi*, 23 juillet 1992.

⁴⁵ Ömeroğlu (Aydın), *op. cit.*, p. 180.

⁴⁶ *Türkiye*, 24 septembre 1993.

⁴⁷ *Hürriyet*, 10 septembre 1991.

⁴⁸ *Trakya'nın Sesi*, 8 octobre 1992.

⁴⁹ *Politiki Anoxi* (droite).

vite. Les fondateurs du DEB se réunissent le 11 septembre et prennent les décisions⁵⁰ :

- 1 - Le DEB participera aux élections du 10 octobre ;
- 2 - Le DEB est ouvert à toutes les formations politiques qui veulent collaborer avec nous ;
- 3 - Si un parti politique propose une collaboration avant le 10 octobre : a) Les droits de l'homme seront prioritaires et aucune concession ne sera accordée ; b) En cas d'accord, Sadık Ahmet sera le candidat à Rhodopes et une personne sera choisie par le DEB à Xanthi ;
- 4 - En cas d'absence de proposition d'une formation politique ou en cas d'absence d'accord, notre peuple participera aux élections du 10 octobre 1993 à travers ses candidats indépendants ;
- 5 - La date limite pour déclarer les candidatures est fixée au 20 septembre. À la lumière des développements jusqu'à cette date, la présidence du parti réunira son Conseil Général qui, à son tour, annoncera la décision finale.

Aucun parti ne fait de proposition au DEB : la situation devient de plus en plus difficile. Participer aux élections avec des candidats indépendants équivaut tout simplement à ne pas avoir de représentants à l'Assemblée. Malgré l'opposition de plusieurs journaux, deux listes indépendantes sont encore établies. Ceux qui s'insultaient deux semaines plus tôt se trouvent une fois de plus réunis, du moins sur les pages des journaux. Le slogan des candidats libres revendique d'être élus non pas comme de simples députés, mais comme des leaders sur le plan international⁵¹. Ceux qui posent leur candidature sous les couleurs d'un parti sont encore qualifiés de traîtres. Les deux grands partis, la ND et le PASOK tirent profit de la situation. À Xanthi, la ND ne permet pas à son candidat Orhan Hacıbram d'utiliser le mot « turc » sur les affiches pendant sa campagne, alors que le même parti en faisait lui-même usage durant les élections précédentes. Orhan Hacıbram est contraint de retirer ses affiches et perd des points aux yeux des membres de la minorité. La même provocation est faite par le PASOK à Komotini contre son candidat Ahmet Mehmet qui, lui, préfère démissionner⁵². Ainsi les deux grands partis ont garanti l'absence de députés musulmans dans l'Assemblée pour la première fois depuis la période de la junte.

⁵⁰ *Bati Trakya'nın Sesi*, septembre 1993, p. 10.

⁵¹ Sadık Ahmet, dans son journal de propagande, *Balkan*, 21 septembre 1993, déclare ceci : « à ces élections, on n'aura pas de député mais notre seule perte sera le salaire de député ».

⁵² Ömeroğlu (Aydin). *op. cit.*, p. 192.

SADIK AHMET : UN HOMME POLITIQUE DÉRANGEANT

Les candidats indépendants, sans se soutenir entre eux, demandent les voix de la minorité pour élire le « leader mondial », les candidats des partis contre-attaquent en précisant qu'il s'agit d'élections pour élire des députés et que s'ils le souhaitent, on pourrait, plus tard, faire des élections pour un leader mondial ! Mais les résultats des élections montrent une fois de plus l'influence de Sadik Ahmet sur le peuple : son charisme fonctionne toujours. Mais en fin de compte, pour la première fois dans son histoire, la minorité de Thrace occidentale n'est pas représentée à la *Vouli*. La tentative des députés indépendants a dépassé les attentes et la minorité est tombée dans ce piège.

Au scrutin d'avril 1990, le nombre de voix données aux candidats musulmans atteint 50 000. Le nombre total des électeurs musulmans de Thrace occidentale étant estimé à 60 000, cela peut être considéré comme une grande réussite. D'autant plus qu'aux élections de 1981, avant l'apparition des candidats indépendants, les candidats musulmans ne parvenaient qu'à obtenir 36 590 voix⁵³ alors que même au scrutin de novembre 1989, où Sadik Ahmet ne se présentait pas, ce chiffre était dépassé. Ainsi nous pouvons conclure que la tentative des candidats libres a été globalement bénéfique aux candidats de la minorité mais, paradoxalement, sans pour autant assurer l'objectif principal, c'est-à-dire l'envoi de députés musulmans à l'Assemblée.

La « réussite » des élections du 10 octobre 1993 n'a pas empêché le durcissement des relations entre Sadik Ahmet et les autres notables de la minorité. Sadik Ahmet devient de plus en plus violent et agressif. Il s'éloigne d'Ahmet Faikoğlu et d'İsmail Rodoplu. Ses relations avec la Turquie se détériorent également. Mais il faut signaler une accélération de l'internationalisation du problème de Thrace occidentale sous son impulsion, secondé en cela par les Turcs de Thrace occidentale en Allemagne. En effet, depuis la fin des régimes communistes dans les Balkans, les Occidentaux s'intéressent de plus en plus au sort des minorités dans cette région. Profitant de cette conjoncture, nous voyons très souvent Sadik Ahmet à Strasbourg et à Bruxelles dénonçant des violations réelles ou supposées des droits des Turcs de Grèce.

Tels sont la situation et le comportement de Sadik Ahmet lorsque, le 24 juillet 1995, il trouve la mort dans un accident de voiture⁵⁴. Malgré plusieurs déclarations des notables de la minorité qui insistent sur la nature accidentelle de sa mort, le doute a été, pendant un certain temps, entretenu. Les insinuations à propos des circonstances de l'accident, de la personnalité du chauffeur

⁵³ *Trakya'nın Sesi*, 26 octobre 1981.

⁵⁴ *Trakya'nın Sesi*, 9 août 1995.

du tracteur qui a percuté la voiture de Sadık, ont rempli les pages de la revue de *Bati Trakya'nın Sesi*⁵⁵. Un prix appelé « prix Sadık Ahmet de paix et de la démocratie » est créé⁵⁶. Quelques tentatives pour prolonger l'expérience du DEB avec Isık Ahmet, sa femme, ont vite été abandonnées. Malgré tout, le numéro de cette revue qui donne en couverture la nouvelle de la mort de Sadık Ahmet est davantage consacré à l'emprisonnement de Mehmet Emin Aga qu'au décès de Sadık. D'ailleurs, Sadık Ahmet n'était plus invité aux activités de l'Association d'Aide Mutuelle des Turcs de Thrace occidentale alors qu'İsmail Rodoplu, İbrahim Serif et Mehmet Emin Aga (les deux *mufitis* élus de la minorité) y étaient toujours présents⁵⁷.

Aujourd'hui, mis à part dans certains milieux ultra-nationalistes, les discussions autour de sa mort sont terminées. Mais à partir de ce décès inattendu, la mystification de Sadık Ahmet s'est accélérée. Désormais, on le compare à Rauf Denktaş ou même, parfois, à Mustafa Kemal. Son parcours et sa personnalité ont été réécrits dans un souci de récupération politique. A Istanbul, une rue ainsi qu'un hôpital portent désormais son nom. De tout bord, des islamistes aux nationalistes, son nom est évoqué comme celui d'un héros national. Nous pouvons dire que dorénavant, en tant que personnalité imaginaire, il fait partie de l'histoire de la minorité à part entière.

⁵⁵ *Bati Trakya'nın Sesi*, juin-août 1995, p. 6. « Dr. Sadık Ahmetin Ölümü ile İlgili Soru İşaretleri Ortadan Kalkmalı » (Les points d'interrogation concernant la mort de Sadık Ahmet doivent disparaître).

⁵⁶ *Bati Trakya'nın Sesi*, septembre-décembre 1995, pp. 2-4.

⁵⁷ *Bati Trakya'nın Sesi*, mars-avril 1995.